

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRETE N° 67 /PA/DAJ/DD/2021

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,
 Vu le Code Pénal et notamment son article R610-5,
 Vu le Code de la route,
 Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
 Vu l'article L 511 – 1 du code de la sécurité intérieure,
 Vu la demande de l'Entreprise SECAB du vingt et un janvier deux mille vingt et un,
 Vu l'avis N° 26 /2021 du 26 janvier deux mille vingt et un de la police municipale,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de fouilles de tranchées pour un raccordement au réseau électrique EDF sur la rue Voltaire, il y a lieu de règlementer la circulation et le stationnement,

ARRETE

- Art. 1.** - La circulation se fait par alternat manuel ou par feux tricolores, sur la rue Voltaire au droit du n° 30.
- Art. 2.** - Le stationnement et le dépassement sont interdits au droit du chantier.
- Art. 3.** - La vitesse de circulation est limitée à 30 Km/h au droit du chantier.
- Art. 4.** - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi premier février deux mille vingt et un au vendredi douze mars deux mille vingt et un de sept heures à seize heures.
- Art. 5.** - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise SECAB.
- Art. 6.** - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise SECAB après les travaux.
- Art. 7.** - Le présent arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site Internet de la commune de Saint-Louis.
- Art. 8.** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.
- Art. 9.** - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie.
- Art. 10.** - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'Entreprise SECAB.

Fait à Saint-Louis, le

02-02-2021

Pour Le Maire et par Delegation
Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH
 Conseillère Municipale
 Elue aux Affaires Juridiques et à la Réglementation

Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- M. Pierre LEBRETON
- Régie route
- Service communication
- Mme Lisemène SENNY PALANY
- Entreprise SECAB
- Recueil des actes administratifs

LE MAIRE

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
 → d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
 → d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L.521-2 du code de justice administrative